



Bruxelles, le 31 mars 2015  
(OR. en)

7603/15

COPEN 83  
EUROJUST 69  
EJN 31

**NOTE**

---

Origine:	UK delegation
en date du:	26 mars 2015
Destinataire:	Secrétariat général du Conseil

---

Objet:	Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification du Royaume-Uni
--------	---

---

Le présent document contient en annexe les déclarations du Royaume-Uni conformément à la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire (JO L 294 du 11.11.2009, p. 20).

**Déclarations du Royaume-Uni conformément à la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire**

**Article 6, paragraphe 1 - Désignation des autorités compétentes**

**En Angleterre et au Pays de Galles**

Toute juridiction actuellement habilitée à rendre au niveau interne des décisions de mise en liberté sous caution est compétente pour agir conformément à la décision-cadre en tant qu'autorité compétente de l'État d'émission. En Angleterre et au Pays de Galles, il s'agit de:

- Magistrates court
- Crown Court
- High Court
- Court of Appeal

Les *Magistrates courts* sont compétentes pour l'application des demandes émises dans d'autres États membres.

**En Écosse**

En Écosse, toute juridiction actuellement habilitée à rendre au niveau interne des décisions de mise en liberté sous caution est compétente en tant qu'autorité d'émission, à savoir:

- High Court
- Sheriff Court
- Justice of the Peace Court

La *Sheriff Court* peut exécuter une demande de mesure de contrôle provenant d'un autre État membre de l'UE.

### En Irlande du Nord

Toute juridiction actuellement habilitée à rendre au niveau interne des décisions de mise en liberté sous caution est compétente pour agir conformément à la décision-cadre en tant qu'autorité compétente de l'État d'émission, à savoir, en Irlande du Nord:

- Magistrates court
- Crown Court
- County Court
- High Court
- Court of Appeal

Les *Magistrates courts* sont compétentes pour exécuter des demandes émises dans d'autres États membres.

### À Gibraltar

Toute juridiction actuellement habilitée à rendre au niveau interne des décisions de mise en liberté sous caution est compétente pour agir conformément à la décision-cadre en tant qu'autorité compétente de l'État d'émission, à savoir, à Gibraltar:

Magistrates' Court of Gibraltar  
The Supreme Court of Gibraltar  
Court of Appeal

### **Article 7, paragraphe 3 - Recours à une autorité centrale**

#### **En Angleterre et au Pays de Galles**

L'Angleterre et le Pays de Galles ont désigné une autorité centrale qui prend le nom de CARREUSO (*Central Authority for the Reciprocal Recognition of European Supervision Orders*). Toutes les communications avec l'Angleterre et le Pays de Galles en application de la décision-cadre doivent être adressées à:

CARREUSO@hmcts.gsi.gov.uk

Contact – Tél.: - +44 020 3126 3029

Horaires d'ouverture des bureaux – Lundi à vendredi de 9 heures à 16 h 30.

#### **En Irlande du Nord**

Pour l'Irlande du Nord, l'autorité centrale désignée est le *Department of Justice* d'Irlande du Nord. Toute communication avec l'Irlande du Nord doit être adressée en premier lieu au *Northern Ireland Courts and Tribunals Service*, à l'adresse suivante:

The Central Business Unit,  
Northern Ireland Courts & Tribunals Service,  
Laganside House,  
Oxford Street,  
Belfast  
BT1 3LA

Téléphone: 030 0200 7812

adresse électronique: [cmlaganside@courtsni.gsi.giv.uk](mailto:cmlaganside@courtsni.gsi.giv.uk)

heures d'ouverture: 9 heures à 16 h 30 sauf jours fériés.

## En Écosse

Une autorité centrale a été désignée pour traiter uniquement les demandes entrantes provenant d'autres États membres, à savoir le *Scottish Court Service*. Le *Scottish Court Service* fournit un soutien administratif aux juridictions écossaises et à la magistrature de ces juridictions.

Le site web du *Scottish Court Service* <http://www.scotcourts.gov.uk/> peut être utilisé pour déterminer à quelle *sheriff court* il convient d'envoyer une demande. On y trouvera aussi les heures d'ouverture de chaque *court*. S'il n'est pas possible de déterminer quelle est l'autorité compétente d'exécution, la demande doit être adressée à:

Edinburgh Sheriff Court and Justice of the Peace Court Sheriff Court House  
27 Chambers Street  
Edinburgh  
EH1 1LB

Tél.: +44 0131-225 2525

Fax: +44 0131-226 6569

Adresse électronique: [Edinburgh@scotcourts.gov.uk](mailto:Edinburgh@scotcourts.gov.uk)

site web: <http://www.scotcourts.gov.uk/the-courts/court-locations/edinburgh-sheriff-court-and-justice-of-the-peace-court>

À Gibraltar

L'autorité centrale désignée à Gibraltar pour traiter les mesures de contrôle est le *Minister with responsibility for Justice*.

HM Government of Gibraltar  
Ministry of Justice  
Suite 771  
Europort  
Gibraltar

Tél.: +350 20068052

Fax: +350 20047677

Toute communication officielle avec l'autorité centrale de Gibraltar doit être adressée au *Minister with responsibility for Justice* à l'adresse ci-dessus, mais envoyée via:

The United Kingdom Government Gibraltar Liaison Unit for EU Affairs  
Foreign and Commonwealth Office  
King Charles Street  
London  
SW1A 2AH

Tél.: +44 20 7008 1577

Fax: +44 20 7008 3629

e-mail: [ukgglu@fco.gov.uk](mailto:ukgglu@fco.gov.uk)

## **Article 8 - Types de mesures de contrôle**

Le Royaume-Uni acceptera [uniquement] les mesures relevant de l'article 8, paragraphe 1.

## **Article 9 - Déclaration concernant les conditions auxquelles une mesure de contrôle peut être transmise**

Des raisons suffisantes doivent être fournies. La validité/la recevabilité de ces raisons sera appréciée par l'autorité judiciaire appropriée: *Magistrates courts* en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord; et *Sheriff court* en Écosse.

À Gibraltar la *Magistrates' court* devra décider de reconnaître ou non la décision relative à des mesures de contrôle. Prière de se référer à la réglementation 11 et au *Schedule to the European Supervision Order Regulations 2014*.

## **Article 24 – Langue dans laquelle les demandes sont acceptées**

Anglais.

---